

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes, le 08/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AKZO NOBEL
LA GAUDREE
ZI
91410 DOURDAN

Code AIOT : 0006504043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement AKZO NOBEL implanté LA GAUDREE ZI 91410 DOURDAN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AKZO NOBEL
- LA GAUDREE ZI 91410 DOURDAN
- Code AIOT : 0006504043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de Dourdan est spécialisée dans la conception, le développement et la fabrication de peintures en poudre qui sont utilisées dans les secteurs suivants :

- constructeurs et équipementiers automobile,
- électroménager,
- éclairage,
- mobilier métallique,
- ferroviaire.

Les peintures en poudre fabriquées sont des produits sans solvant. Elles sont appliquées sous forme solide.

Le site se compose de 3 bâtiments :

- un magasin d'une superficie de 1 600 m² où sont stockées les matières premières nécessaires à la fabrication des peintures (résine polyester, résine époxy, granulés PVC, poudre de zinc),
- un local dédié au stockage de la poudre d'aluminium (substance inflammable),
- un bâtiment de 6 100 m² abritant l'atelier de fabrication.

Le site fonctionne sans interruption du lundi à partir de 7h00 au vendredi jusqu'à 21h30.

Le site emploie 130 personnes (commerciaux compris).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	RIA	Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article Article 7 chapitre V	Demande d'action corrective	1 mois
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 2.2 du Chapitre V du titre 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 1.2 Chapitre V	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 2.3 chapitre V	Sans objet
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III	Sans objet
3	Extincteurs	Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 7.1	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire effectuer les requalifications périodiques de ses ESP (équipements sous pression) dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 2.3 chapitre V
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NFC qui lui sont applicables. [...] La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. [...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en bon état conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...]
Constats : Le dernier rapport Q18 de vérification des installations électriques daté du 8 mars et rédigé par le bureau de contrôles SOCOTEC a été consulté. Selon ce dernier : le vérificateur a reçu de l'exploitant la désignation des locaux à risque d'incendie et le zonage à risque d'explosion, une vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisée, une coupure totale a été réalisée, les installations électriques ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section III
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions relatives à la protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Section III - Dispositions relatives à la protection contre la foudre [...] Article 21 de l'arrêté du 4 octobre 2010 [...]

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Article 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Constats :

Le dernier rapport de "vérification complète" a été présenté à l'inspection.

Ce rapport, daté du 24/08/2022 et rédigé par le prestataire BCM, mentionne une observation majeure : l'installation de protection contre la foudre était en défaut.

L'exploitant a fait réaliser les travaux nécessaires par la société INDELEC, le dossier des ouvrages exécutés daté du 29/09/2023 a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

<p>Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur, comportent ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques à défendre (au moins 1 extincteur pour 200 m²), répartis à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs sont vérifiés une fois par an par la société ARPS. Les extincteurs de plus de 10 ans ont été remplacés, le bon de commande correspondant daté du 16/10/2023 a été consulté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : RIA

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article Article 7 chapitre V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, RIA</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphes généralités.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p> <p>Les moyens de lutte, conformes aux normes en vigueur, comportent :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11 robinets d'incendie armés (RIA) de 33 mm prévus conformément aux dispositions des normes NFS 61 201 et NFS 62 115 ;
<p>Constats :</p> <p>Selon le rapport relatif aux contrôles des 7 et 8 juin, plusieurs RIA (5) sur le site sont endommagés. Le bon de commande du 16/10/2023 relatif au remplacement de ces RIA a été présenté. Lors de la présente visite d'inspection, les RIA n'avaient toujours pas été remplacés. Ceci est une non-conformité. L'exploitant indique que les réparations doivent être exécutées sous peu (semaine prochaine).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 2.2 du Chapitre V du titre 3
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : [...] Les locaux situés en rez-de-chaussée et en étage de plus de 300 m ² , ainsi que les locaux aveugles et ceux situés en sous-sol de plus de 100 m ² doivent être désenfumés. [...]
Constats : Le dernier rapport de vérification des systèmes de désenfumage a été consulté. Un écart a été constaté sur la trappe n°6. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un problème de vérin. Le bon de commande concernant le remplacement du vérin susvisé et daté du 19/12/2023 a été présenté. Le remplacement doit avoir lieu dans peu de temps. L'exploitant transmettra le bon d'intervention correspondant au remplacement du vérin à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 1.2 Chapitre V
Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la santé ou la sécurité publique sont munis de système de détection et d'alarmes adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.
Constats : Le dernier rapport de vérification du système de détection automatique d'incendie de l'établissement a été présenté à l'inspection. Ce rapport a été rédigé par ARPS et est daté du 07/06/2023. La vérification conclut au fonctionnement du système, la seule remarque porte sur le changement de Batteries pour le local ALU. Le bon de commande pour le remplacement de la batterie susvisée a été consulté. Il est daté du 06/11/2023. L'exploitant transmettra le justificatif correspondant au remplacement de la batterie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux contrôles.

Un examen est considéré comme étant complet s'il permet une surveillance effective, selon des critères d'acceptabilité prédéterminés, de l'ensemble des modes de dégradation réels et potentiels pouvant affecter l'équipement. Il tient compte des conditions de conception et de fabrication de l'équipement mentionnées dans la notice d'instructions, des conditions de son exploitation, de l'environnement dans lequel il est utilisé, et des résultats des examens antérieurs, en particulier l'évaluation des dégradations éventuelles mises en évidence, qu'elles soient liées à sa fabrication ou à son exploitation. Les critères d'acceptabilité sont adaptés au caractère qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif des informations intervenant dans la détermination de la période maximale entre les contrôles et de leur nature contribuant à l'examen complet, et aux incertitudes affectant ces informations.

Un plan d'inspection couvre un équipement individuel ou un lot d'équipements ayant des caractéristiques de fabrication et des conditions d'exploitation homogènes.

II. Le plan d'inspection comporte un examen visuel régulier des accessoires de sécurité, des accessoires sous pression, ainsi que des dispositifs de régulation et de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.

III. Le plan d'inspection comporte des requalifications périodiques, dans le cas des récipients et des générateurs de vapeur mentionnés à l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement ainsi que les tuyauteries soumises à déclaration et contrôle de mise en service au titre de l'article 7, dont les modalités sont précisées ci-après :

a) La requalification périodique de l'équipement est l'opération qui permet de s'assurer que les opérations de contrôle prévues par le plan d'inspection ont été mises en œuvre. Elle intègre notamment l'analyse des résultats de tous les contrôles et inspections effectués depuis la requalification périodique précédente, ou à défaut depuis les contrôles effectués, dans le cadre du présent arrêté, à la mise en service de l'équipement neuf ou après une modification importante. Elle permet de vérifier que les actions de surveillance prévues par ce plan ont été correctement mises en œuvre et de remédier aux erreurs manifestes d'application des guides professionnels mentionnés au IV du présent article. La requalification périodique est effectuée par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 36.

b) La requalification périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés et les dispositifs de sécurité prévus au III de l'article 3.

c) La requalification périodique d'un équipement comprend :

- une vérification de l'existence et de l'exactitude des documents prévus à l'article 6 ;
- une inspection de requalification à laquelle s'appliquent les articles 16 et 22, sauf dispositions particulières concernant la vérification extérieure ou la vérification intérieure fixées par les guides professionnels prévus au IV du présent article ;

- une vérification de la réalisation des contrôles prévus par le plan d'inspection ;
- une épreuve hydraulique lorsqu'il n'existe pas de contrôle non destructif pertinent disponible ou applicable

[...]

Constats :

La liste des Equipements Sous Pression a été consultée lors de la présente visite.

Les inspections et les requalifications périodiques de certains ESP n'ont pas été réalisées dans les délais notamment un réservoir de 5 m3. Ceci est une non-conformité. L'exploitant indique avoir des difficultés pratiques pour la réalisation d'une épreuve hydraulique du réservoir de 5 m3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2007, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 3 - Surveillance des rejets à l'atmosphère

3.1 - Autosurveillance

L'exploitant réalise au minimum tous les 3 ans, par un organisme compétent, une surveillance des émissions atmosphériques des cheminées d'extraction.

Cette surveillance s'effectue dans des conditions normales de fonctionnement des installations avec une mesure dans les gaz rejetés à l'atmosphère des concentrations et des débit rejetés.

Constats :

Les dernières mesures des rejets atmosphériques des broyeurs réalisées du 17 au 18 juillet 2023 par l'APAVE ont été consultées.

Les Valeurs Limites d'Emission (VLE) en métaux totaux et poussières prescrites dans l'arrêté préfectoral de 2007 sont respectées pour chaque broyeur (< 100 mg/Nm3 pour les poussières et < 5mg/Nm3 pour les métaux totaux).

Type de suites proposées : Sans suite